

bulletin hebdo



FSLN : Une assemblée sans précédent

Managua, 21 juin (ANN). La liberté de parole et la critique la plus sévère ont marqué l'assemblée nationale du FSLN qui s'est tenue les 16 et 17 juin à El Crucero, près de Managua. Les délégués y ont pris d'importantes décisions, dont celles de tenir un congrès, le premier de l'histoire du parti, en février 1991 et de créer une commission d'éthique. Cette assemblée, point culminant d'un débat lancé à la base, a clos la période de flou et d'incertitude post-électorale.

Le résultat des élections a en effet provoqué une certaine démoralisation chez les militants, qui ont commencé à critiquer fortement les méthodes de travail et le verticalisme des décisions. Le comportement personnel de cadres, dont certains ont été accusés d'avoir abusé des biens de l'état, en particulier entre les élections et l'investiture de Violeta Chamorro, a également été remis en cause.

Pour Daniel Ortega, la plus grave erreur historique du FSLN a été de ne pas envisager l'éventualité d'une défaite. Aucun plan d'action n'avait été préparé et la seule orientation de la Direction nationale après le 25 février a été : "Nous allons gouverner d'en bas". Ainsi, lorsque le gouvernement est entré en

action, la base a dû pour la première fois réagir sans ligne venue d'en haut. Ce n'est que lorsque les grèves étaient déjà lancées qu'un communiqué de la Direction Nationale a précisé la position du FSLN. Ce "vide" ressenti par la base a fait ressortir la nécessité et l'urgence de renforcer l'organisation et l'unité pour passer à l'offensive.

L'assemblée des forces sandinistes qui s'est réunie au Crucero était composée de la Direction nationale, de l'Assemblée sandiniste, des députés récemment élus, des dirigeants des organisations de masse et des délégués élus par la base. Elle avait une tâche ardue : examiner les causes de la défaite, analyser le rapport des forces, définir les objectifs du parti dans la conjoncture actuelle et amorcer la démocratisation. La discussion, très franche et très riche, a permis de faire le tour des critiques de la base tant sur des fonctionnements dépassés que sur des questions plus fondamentales comme le manque de définition du projet sandiniste.

La proclamation finale signale que la cause de la défaite électorale réside dans l'agression des Etats-Unis et réaffirme que le peuple nicaraguayen reste patriote, anti-impérialiste et "jaloux de

sa dignité et de sa souveraineté". Elle signale qu'aucun changement n'est possible sans la participation de premier plan du FSLN, qui s'engage à se démocratiser et à modifier ses méthodes de travail. Les lignes essentielles de son action seront la défense résolue des acquis de la révolution, des intérêts des travailleurs et de la nation, de l'ordre juridique et de la Constitution et la lutte contre le retour du somozisme; le

SOMMAIRE

Vers un pacte national?

Les poles, trophées de guerre

L'état de fait

Pays a vendre "graduellement"

Tensions dans le secteur agricole

Un Torquemada local?

Premiers changements dans l'enseignement

L'Amérique centrale, après



LOP 11481

FSLN avertit que s'il y a déstabilisation, elle sera le fait du gouvernement et des secteurs revanchards. En ce qui concerne la reprise du pouvoir, le texte confirme qu'elle se fera par la voie électorale mais que le FSLN "se prépare à différentes alternatives dans le cadre constitutionnel". Il prévoit aussi de rechercher la convergence avec les secteurs qui coïncident avec ses positions.

L'assemblée, qui a souligné l'importance de l'unité, a réaffirmé son soutien à l'actuelle Direction nationale qui a été maintenue jusqu'au prochain congrès. Autre décision notable, la création d'une commission d'éthique chargée d'examiner les accusations portées contre des dirigeants pour des cas de corruption ou de comportements ayant entaché l'image du FSLN. Elle sera présidée par René Nuñez, secrétaire de la Direction nationale, et compte entre autres membres Doris Tijerino, ancienne responsable de la police sandiniste.

Le congrès se tiendra en février prochain, les délégués ayant estimé que la date de juin 91 proposée par la Direction nationale était trop éloignée. L'assemblée a élu une commission préparatoire qui devra garantir un processus véritablement démocratique. Elle est composée des huit membres de la Direction nationale (on se souvient qu'Humberto Ortega a dû renoncer à sa responsabilité pour être maintenu à son poste au sein de l'armée) et de treize autres dirigeants, parmi lesquels Lucio Jiménez, secrétaire de la Centrale sandiniste des travailleurs, et Edgardo García, secrétaire de l'Association des travailleurs agricoles, tous deux leaders du Front national des travailleurs. Un des problèmes que devra résoudre le congrès est celui de la définition du projet sandiniste. Au cours de la réunion, plusieurs interventions ont en effet souligné qu'après avoir été socialiste pendant la lutte de libération, il s'est fondé depuis dix ans sur l'économie mixte et le pluralisme politique. Cependant, la pratique a plutôt été celle du parti unique et du renforcement de secteur d'état. Le congrès devrait permettre de dépasser cette contradiction et également de décider de l'adhésion éventuelle à l'Internationale socialiste. Il définira aussi les statuts du parti et se terminera par l'élection au vote secret des dirigeants, y compris de la Direction nationale.

La réunion du Crucero a revêtu une importance singulière et semble avoir dynamisé la base. Nous vous proposons une entrevue accordée par Luis Carrión, membre de la Direction nationale, au quotidien Barricada.

UNE ENTREVUE AVEC LUIS CARRION (EXTRAITS)

Barricada: La tenue du congrès avait été proposée pour juin 1991. Pourquoi avoir avancé la date ?

Luis Carrión: Le congrès devra résoudre les problèmes soulevés, par exemple quel type de parti doit être le FSLN dans les nouvelles conditions politiques, quelle doit être sa stratégie, son programme. Quand je parle de

son programme, je veux dire que le programme historique du FSLN est accompli dans ses aspects essentiels, ce n'est plus un guide suffisant pour orienter notre activité politique. Cette nouvelle définition doit prendre en compte l'expérience historique de la révolution. Nous ne pourrions pas avancer correctement si nous n'analysons pas notre expérience, nos erreurs et nos réussites.

Or, une discussion sur ces thèmes se produit entre différents secteurs du FSLN, de façon pas toujours ordonnée, pas toujours constructive. A court terme, cela entame l'efficacité du FSLN face aux agissements des forces qui veulent le détruire. L'assemblée a estimé que pour dépasser le plus vite possible cette situation, il fallait accélérer la préparation du congrès, que nous voyons comme un moment extrêmement important, car il va permettre de clore certaines de ces discussions, d'en dépasser d'autres, sans nécessairement mettre un point final au débat.

B : Le risque de division existe-t-il ?

LC : Je crois que la cohésion du FSLN est la dominante, malgré toutes les discussions. S'il n'y avait pas d'espace pour ce débat, je crois qu'éventuellement certaines personnes ou certains petits groupes se sépareraient de nous (...). Nous sommes conscients que, sans unité du FSLN, les conquêtes populaires seraient sérieusement menacées. Je pense aussi que l'histoire du Front est un facteur important. Nous avons été divisés dans le passé et nous nous souvenons de cette étape amère et douloureuse. Nous savons que l'unité garantit la victoire.

B : Quels sont les facteurs qui jouent contre l'unité ?

LC : L'impatience, le libéralisme, la discussion des problèmes en dehors des instances, les propositions de ceux qui croient que tout peut se résoudre par le seul changement de personnes sans renforcer l'unité sur les questions politiques, ceux qui se joignent aux campagnes de l'ennemi destinées à remettre en cause l'autorité morale et l'efficacité politique du FSLN.

B : Peut-il y avoir des changements à la Direction nationale? Comment peut-on analyser la composition de la commission qui va préparer le congrès ?

LC : La possibilité de changements à la DN existe. L'important, pour le moment, est que l'assemblée a apporté son soutien unanime à la direction actuelle comme élément-clé de l'unité. La composition de la commission qui préside le congrès reflète les différentes forces sandinistes. Les syndicalistes sont représentés ainsi que les paysans; il y a des cadres reconnus depuis longtemps et d'autres qui ont émergé plus récemment. La création d'une commission d'éthique répond à la campagne de dénigrement déchainée contre le FSLN. La droite a déclenché cette campagne de calomnies afin de faire passer au second plan les agissements illégaux et immoraux du gouvernement et de certaines municipalités. L'assemblée

a estimé nécessaire de réaffirmer que l'administration sandiniste a globalement agi de façon honnête. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une série de cas particuliers de corruption ou d'abus de tous types.

B : Certains sandinistes critiquent la façon dont s'est conduit le FSLN durant les dernières grèves et affirment qu'il n'a y a pas eu de position cohérente.

LC : La grève a été dirigée par ceux qui devaient la diriger, c'est à dire les forces syndicales. Le Front sandiniste ne peut ni ne doit apparaître comme intermédiaire dans des luttes que livrent différents secteurs de la population contre les agressions sociales et économiques du nouveau gouvernement. Le FSLN a clairement précisé sa position par un communiqué qui expliquait les causes de la grève et exigeait une solution juste. Maintenant qu'il est hors du gouvernement, chaque groupe social, chaque secteur doit avoir son propre espace et sa capacité propre de rentrer en lutte pour ses intérêts.

VERS UN PACTE NATIONAL ?

Managua, 20 juin (ANN). Depuis quelques jours, l'éventualité d'un pacte national - ou accord politique ou concertation - entre le FSLN et le gouvernement est en débat. De nombreux idéologues de droite se sont déjà exprimés en sa faveur dans le quotidien pro-gouvernemental "La Prensa". De son côté, l'organe du FSLN, "Barricada", s'est fait amplement l'écho des positions exprimées par certains militants et cadres sandinistes. Nous vous proposons un éventail de ces prises de position.

Pour la Commandante Dora María Tellez, ancienne ministre de la Santé et aujourd'hui député du FSLN, l'initiative d'un quelconque accord doit revenir au gouvernement. Si celui-ci veut réellement gouverner et non imposer ses mesures, il est juste qu'il provoque le dialogue avec chaque secteur de la société, mais en posant cartes sur table : quelle est sa proposition en matière économique et sociale ? Décrets et mesures en faveur des gros producteurs, suspension des conventions collectives, licenciements, menaces sur le logement, sur la santé, les services sociaux et l'éducation : les classes populaires ont fait les frais des trois premiers mois de gouvernement de la droite et aucun accord ne peut être envisagé avant que l'équipe au pouvoir ne se soit clairement exprimée sur son projet.

Pour Luís Carrión, membre de la Direction nationale du FSLN, si le gouvernement ne démontre pas concrètement sa volonté de respecter les droits politiques, économiques et sociaux des travailleurs et des petits producteurs, pas d'accord possible. Un pacte social, distinct

d'un accord politique global, ne pourrait résulter que d'une négociation entre les secteurs intéressés, producteurs, travailleurs et gouvernement, représentés par leurs dirigeants et leurs organisations.

Carlos Fonseca Terán, militant sandiniste et fils du fondateur du FSLN, estime que l'antagonisme de classes exclut quelque accord que ce soit. Il serait ingénu de la part de certains cadres du FSLN de s'attendre à ce qu'un secteur de la bourgeoisie adopte une attitude patriotique et loyale. Le Front sandiniste est l'unique expression historique de la défense du Nicaragua contre l'ingérence étrangère car il se fonde sur des intérêts de classe irrécyclables avec l'impérialisme.

Augusto Zamora, ancien conseiller au ministère de l'extérieur, critique fortement les sandinistes tentés par "un séduisant accord qui permettrait d'échapper aux tâches qu'implique un retour à l'opposition". Il envisage avec inquiétude les conséquences que pourrait avoir un tel pacte. "Avant de caresser le doux rêve d'un pacte avec la bourgeoisie, il faut être clair : ce gouvernement est oligarchique et bourgeois ; son projet contre-révolutionnaire et pro-yankee passe par le rétablissement du vieil ordre démantelé en 1979. Les "parrains" de l'UNO, les Etats-Unis, règnent sur la sainte alliance et n'auront de repos avant d'avoir vu la désintégration du sandinisme. La proposition complaisante et adultère d'un accord, plutôt que d'aider le pays, laisserait les mains libres au gouvernement pour développer son projet anti-sandiniste. Cela équivaldrait à livrer les forces de la Révolution à la démobilisation et à la dissolution et à un suicide en masse des sandinistes. Impossible de considérer ce gouvernement comme un partenaire fiable. Il piétine l'accord passé avec la Fédération nationale des travailleurs pour mettre fin à la grève deux jours après l'avoir signé. Il ne respecte ni ne reconnaît aucun cadre légal. Son option est la voie du conflit et l'opposition doit répondre par les faits. Plutôt que des accords suicides avec l'oligarchie, il faut travailler à un front national pour la révolution, nationaliste, populaire, anti-impérialiste. et assumer ce rôle de force d'opposition en abandonnant les réflexes conditionnés et les habitudes prises au gouvernement".

Le sociologue Orlando Nuñez, ancien directeur du Centre de recherches sur la Réforme agraire (CIERA) analyse les forces en présence et la nature de possibles alliances. "L'histoire du Nicaragua est remplie de guerres et d'armistices, signés par les dirigeants en fonction des rapports de force obtenus sur le champ de bataille. Chaque pacte a signifié la trahison des intérêts défendus sur le terrain par les bases sociales des forces en lutte et le partage entre leurs dirigeants des privilèges du nouveau pouvoir. C'est pour cela que le mot de concertation fait dresser les cheveux sur la tête des honnêtes nicaraguayens.

"Ces dernières années et ces derniers mois, le Nicaragua

a connu la concertation. Pour les sandinistes, elle se justifiait par la défense de la Révolution face à une force objectivement supérieure. Pour les gringos et la bourgeoisie, elle visait à arracher des concessions qui affaiblissent la Révolution. Le peuple nicaraguayen mettait les morts et les médiateurs leur signature, pour que l'histoire continue. Cette concertation était un des champs de bataille de la guerre à mort entre le projet révolutionnaire et le projet contre-révolutionnaire.

"Après les élections, le processus de concertation a continué, dans de nouvelles conditions. Victoire et défaite n'ont pas suffi et des possibilités d'affaiblir l'adversaire ont subsisté. Quelles sont les différentes forces qui ont animé alors le conflit et la concertation ? En premier lieu, un gouvernement bourgeois, défenseur du grand capital et intéressé à augmenter les bénéfices du capitalisme libéral. Sa principale force est son image démocratique et les valeurs bourgeoises ancrées dans la tradition du peuple nicaraguayen. Sa faiblesse : il représente les intérêts d'une minorité face à une ample majorité qui a appris, en dix ans de révolution, à politiser ses revendications. En second lieu, une opposition sandiniste qui défend la souveraineté nationale et la redistribution de la richesse sociale. Sa principale force est son potentiel subversif qui se fonde principalement sur sa base sociale urbaine. Sa faiblesse réside surtout dans son manque de stratégie en tant que force d'opposition et sur le discrédit d'une partie de sa direction. En troisième lieu vient la "Résistance nicaraguayenne" qui compte avec une large base sociale à la campagne mais est rejetée dans le reste du pays.

"Aujourd'hui s'est ouvert un débat sur une possible concertation entre le gouvernement et le Front sandiniste. Il semble qu'il ne s'agisse pas d'un accord entre partis ni d'une concertation autour d'un conflit déterminé mais d'une sorte de pacte social par lequel le gouvernement et l'opposition s'entendraient à respecter un certain cadre d'action politique. La principale caractéristique de ce pacte est qu'il exclut la contra. Jusque-là, la bourgeoisie a parié sur les bénéfices de la défaite militaire de la contra et de la défaite électorale du FSLN, essayant de gouverner entre deux eaux. Le FSLN souffre de la paralysie de ses structures et il oscille entre les maintenir telles quelles ou les utiliser pour neutraliser l'offensive bourgeoise. La contra hésite de son côté : soit elle préserve une structure armée minimum et se replie vers un refuge socio-économique en zone rurale pour éviter sa liquidation et se réorganiser sous une forme nouvelle, soit elle accélère ses efforts pour organiser ce qui reste de ses forces dans une structure nouvelle. En d'autres termes, le Front et la contra luttent pour la survie de leur passé, en prenant du retard sur la voie d'un projet alternatif, alors que le gouvernement cherche à obtenir la stabilité nécessaire à son projet d'avenir.

"Dans ce cadre, toute discussion ou concertation ne peut que faire le jeu de la bourgeoisie. Cette fois-ci, la contre-

révolution ne prendrait plus la forme d'une résistance paysanne armée mais celle d'une bureaucratie armée d'un projet anti-ouvrier et anti-paysan. Aujourd'hui, deux alliances se dessinent : une alliance réactionnaire entre les secteurs modernes et néo-libéraux du capitalisme avec l'Eglise et une alliance révolutionnaire, dont le projet est pour le moment moins développé, entre les secteurs ouvriers et urbains sandinistes et la paysannerie, dont celle qui a servi de base sociale à la contra. Dans certaines coopératives, dans certains syndicats, les travailleurs qui ont voté UNO et ceux qui ont voté FSLN se regroupent déjà autour de la défense de leurs terres, de leurs emplois, de leurs salaires, comme cela s'est vu durant la dernière grève générale. Le plus surprenant est la série de rencontres entre paysans de l'Armée populaire sandiniste et paysans de la contra qui, par-delà leurs références idéologiques, commencent à se reconnaître des points d'intérêts communs.

"Nous n'excluons pas la possibilité d'alliances nationales dans l'intérêt du pays, mais nous affirmons que toute alliance à laquelle s'associe un parti révolutionnaire doit se fonder sur les intérêts populaires, et en premier lieu ceux des ouvriers organisés de la ville et de la campagne ainsi que des paysans, qu'ils soient sandinistes ou issus de la contra".

A cette contribution d'Orlando Nuñez, Alejandro Martínez Cuenca, ancien ministre à la Planification, répond par "la responsabilité qui revient au FSLN de contribuer à la stabilité politique du pays". Selon lui, "face aux contradictions qui divisent les forces de droite, il est prioritaire d'isoler la contre-révolution armée et son principal allié représenté par le Conseil politique de l'UNO. Leur offensive a été freinée grâce au FSLN, à l'armée et aux secteurs les plus lucides de la "bourgeoisie moderne". La guerre civile était aux portes du Nicaragua en mars-avril et si elle ne s'est pas déchaînée, c'est précisément parce que nous n'avons pas fermé la porte au groupe Lacayo (le groupe néo-libéral "modéré" qui entoure la présidente, NDT). Le FSLN des années 90 doit être conçu comme un pont reliant différents courants sociaux, où tous ceux qui pensent en termes de nation et de développement accompagné de justice sociale ont leur place. Le monde va vers des solutions négociées et le FSLN bénéficie de dix ans d'expérience qu'il faut approfondir". L'ancien ministre sandiniste en appelle à l'unité du FSLN et à son pragmatisme pour "prendre la tête de la transformation économique comme il a su défendre l'identité nationale du Nicaragua".

Le débat est lancé dans les rangs sandinistes et ses conclusions pourraient avoir une influence déterminante sur ce que sera la stratégie du FSLN dans l'opposition.

LES POLES, TROPHEES DE GUERRE

Par Deena Abu-Lughad,
repris de *Barricada internacional*

Managua, juin (ANN/BI). La contra avait averti qu'elle n'était pas disposée à rendre ses armes sans contrepartie. C'est ainsi qu'a surgi la proposition de créer des pôles de développement ou "zones de production répondant aux besoins matériels, sociaux et de sécurité" des contras démobilisés.

El Almendro, 200 kilomètres au sud-est de Managua, une des zones de sécurité où se sont regroupés les contras pour leur démobilisation. Des milliers d'hommes et de femmes, désarmés, se reposent dans des hamacs; d'autres tirent leurs dernières cartouches avant de prendre la file pour rendre leur fusil, passer la visite médicale, recevoir des vêtements civils et des provisions. La majorité d'entre eux essaient de tuer le temps en attendant les camions qui les ramèneront dans leurs villages d'origine. D'autres placent leurs espoirs dans les pôles de développement promis.

L'Institut national de la réforme agraire (INRA) est principalement chargé de l'organisation du projet. Il prévoit des zones d'une surface de 5 à 10 kilomètres carrés (voir note) et capables d'accueillir environ 5 000 personnes chacune. Les pôles devraient être équipés de toute l'infrastructure nécessaire (maisons, écoles, hôpitaux,



Franklin parle à El Almendro

(Photo: *Barricada Internacional*)

etc.) et des moyens techniques pour cultiver la terre et exploiter les réserves de bois. Gustavo Tablada, ministre de l'INRA, a rappelé que l'installation dans les pôles était volontaire. Selon lui, il est impossible qu'ils puissent représenter pour la contra un moyen de se regrouper en tant que force belligérante. "Ce ne seront pas des ghettos ni des zones autonomes mais au contraire ils faciliteront l'intégration dans la société". Le chef des contras, Franklin, a insisté sur la démilitarisation de tous les territoires transformés en pôles et sur la création d'une police rurale formée par ses hommes.

Quand seront-ils constitués ? Personne ne le sait. A la mi-juin, les Instituts des ressources naturelles (IRENA) et l'INRA ont précisé leurs contours socio-économiques et agro-écologiques : le choix des zones ne devrait pas affecter les réserves naturelles nationales; les sols seront propices à l'agriculture et l'élevage traditionnels ou non, ainsi qu'à la sylviculture; les terres doivent y être majoritairement propriété d'Etat afin de pouvoir être distribuées; la présence de voies de communication est une autre des exigences; les pôles seront de préférence des zones peu peuplées, pour des raisons de sécurité et afin d'éviter une trop forte pression sur les terres.

A la lumière de tous ces critères, la commission gouvernementale a écarté de nombreuses régions réclamées par la contra, soit parce qu'elles sont déjà affectées par un processus de dégradation écologique, soit parce que les terres y sont assignées et le mode de production consolidé. G. Tablada n'a pas encore annoncé le nombre exact de pôles prévus mais il a parlé de douze localités qui pourraient réunir les conditions nécessaires, la plupart situées dans le centre du pays, à l'exception d'El Almendro, au sud-est. Trois zones (Rio Coco et Côte atlantique), qui peuvent accueillir 1 500 personnes, ont en outre été attribuées à l'organisation contra miskita Yatama. "Nous sommes embarrassés pour avancer dans notre planification car la Résistance ne nous dit pas le nombre de personnes qui souhaitent vivre dans les pôles", explique G. Tablada. A El Almendro, le doute prédomine : beaucoup de contras préfèrent attendre de connaître les conditions avant de se décider, sans vouloir comprendre que la première étape de planification, construction de maisons, etc, peut durer un an et la consolidation des projets économiques beaucoup plus.

Cela explique en partie les transactions engagées entre le gouvernement et des entreprises d'extraction de bois étatsuniennes et espagnoles. L'idée est d'utiliser une main-d'oeuvre de 8 000 ou 10 000 contras pour extraire le bois des forêts dévastées par l'ouragan en 1988, dans les zones envisagées comme pôles. Ces opérations pourraient représenter une source de revenus pour les anciens mercenaires et éviter l'effritement des troupes qui se manifeste déjà et inquiète les chefs. Chaque jour plus nombreux sont ceux qui décident de quitter El Almendro, au milieu des plaisanteries de ceux qui restent : "Allez-y, allez travailler". Un de ceux qui monte dans le

camion en route pour Matagalpa, sa ville natale, dit qu'il reviendra dans un des pôles quand ils seront créés ; un autre, en armes depuis 1982, a hâte qu'une solution se présente car il ne peut rentrer chez lui "à cause de haines familiales".

La proposition originale envisageait l'établissement d'un pôle sur une grande partie du Rio San Juan, où le FSLN a gagné avec 60 % des voix. Ses habitants ont vivement réagi. "Il doivent retourner dans leurs lieux d'origine. Ceux qui sont d'ici peuvent revenir, nous leur garantissons la sécurité et la possibilité de s'intégrer à une coopérative, s'ils le veulent, ou bien l'octroi d'une terre", déclarait Adolfo Orozco, un dirigeant paysan de la région. Selon lui, l'objectif de la contra était de s'installer près de la frontière pour pouvoir à n'importe quel moment se replier et se réarmer au Costa Rica, ou se livrer au trafic de drogue et à la contrebande. A. Orozco n'excluait pas d'éventuelles visées de la contra sur la construction d'un canal ni même l'installation d'une base militaire états-unienne. Le gouvernement a récemment écarté le choix de cette région.

Mais il n'existe pas de terres complètement vierges et les anciens mercenaires devront cohabiter avec les habitants qui ont souvent formé leur base sociale. Bien que Franklin prétende qu'ils ont "pendant deux ans reçu une préparation pour se réintégrer à la vie sociale", le comportement des contras à El Almendro et dans les villages voisins laisse présager de ce que pourront être les futurs pôles. De nombreux actes de délinquance sont signalés et pour les paysans des zones de sécurité, pas d'auto-défense possible : "L'armée nous a enlevé nos armes il y a trois mois et nous avons accepté pour vivre en paix".

Alors que le gouvernement s'est engagé à un premier financement de 68 millions de dollars ainsi qu'à un appui technique pour la création des pôles, aucune proposition n'a été faite aux 40 000 démobilisés de l'Armée populaire sandiniste et à la population rurale qui a souffert des activités de la contra pendant dix ans.

Note : C'est du moins la surface ridiculement réduite que l'INRA annonce afin de ne pas alarmer l'opinion publique.

L'ETAT DE FAIT

Repris de Barricada

Managua, 22 juin (ANN/Barricada). Le 11 juin dernier, le gouvernement a publié au journal officiel, qui, bien que sorti le 11 juin, porte la date du 8 mai, le décret 1-90, qui contient la Loi de création des ministères, ainsi que les décrets 2-90 et 5-90; tous violent la Constitution de la République.

Selon d'éminents juristes, dont beaucoup sont proches du gouvernement et des partis politiques de l'UNO, l'exécutif, par le décret 1-90, commet une grave erreur juridique car il touche à l'indépendance des autres pouvoirs de l'état, l'Assemblée nationale, la Cour suprême de justice et le Conseil électoral.

1) il attribue au ministère de l'Intérieur la faculté d'établir les cartes d'électeurs. Un accord politique passé entre l'ancien gouvernement et les partis le 4 août dernier attribue ce pouvoir au Conseil électoral, qui a préparé tout ce qui est relatif à l'établissement des cartes d'électeurs avec des organismes internationaux.

2) il attribue au ministère de l'Intérieur la faculté de modifier le découpage territorial des régions, des départements et des communes. Cette disposition viole la constitution qui, dans son article 150, concède ce pouvoir à l'Assemblée nationale; elle viole également la Loi de division politique et administrative.

3) il attribue au ministère de l'Intérieur la faculté de diriger et de contrôler les registres de propriété immobilière, ce qui viole la Loi 80 qui transfère ce pouvoir à la Cour suprême de justice.

4) il attribue au ministère de l'Intérieur toutes les facultés "que la constitution et les lois n'attribuent pas à d'autres ministères". Cette disposition viole les articles 183 et 130 de la constitution qui établissent que les institutions et les fonctionnaires ne peuvent avoir que les attributions que leur confère la loi et non celles qu'elle ne leur confère pas. Cette disposition transforme le ministère de l'Intérieur en un ministère aux attributions extraordinaires et totalement arbitraires puisqu'elles peuvent être définies par le ministère lui-même.

5) il attribue au ministère du Travail la faculté "d'appliquer et d'exécuter la législation du travail", qui appartient à la Cour suprême de justice, ouvrant la possibilité de créer des tribunaux spéciaux subordonnés au ministère du Travail. Cette disposition est également anticonstitutionnelle.

6) il attribue au ministère de l'Éducation la faculté de délivrer les diplômes, violant ainsi la Loi d'autonomie des institutions de l'enseignement supérieur.

7) la disposition finale du décret est une dérogation aux "dispositions légales contraires" au décret, ce qui empiète sur les fonctions de l'Assemblée nationale, qui seule peut faire ou modifier les lois de la République. Selon la constitution, les attributions de l'exécutif se limitent à l'émission de décrets et d'accords de caractère administratif. Il ne peut donc établir de dérogation de fait à une disposition de la loi.

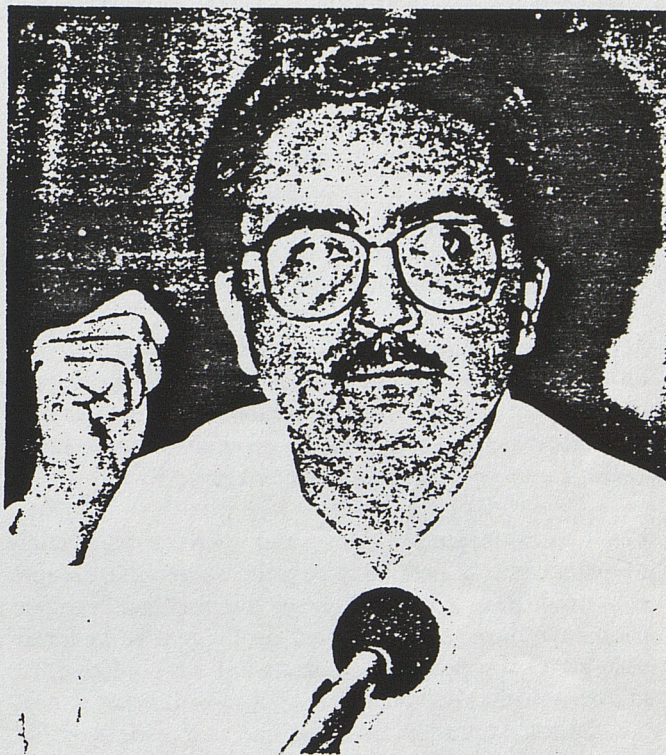
Toutes ces infractions démontrent que le cadre de la démocratie et de l'état de droit est trop étroit pour le gou-

vernement (...) qui manifeste une tendance à devenir un gouvernement de fait.

Le plus grave est que le gouvernement a eu l'occasion de modifier ses décisions, puisque les médias ont signalé les aberrations juridiques contenues dans le décret. De prestigieux juristes (...) ont demandé une rectification.

On a même su récemment que des personnalités appartenant aux pouvoirs de l'état ont conseillé à la présidente de retirer ce décret, à cause de ses conséquences sur l'ordre juridique et la stabilité du pays (...). Le gouvernement a pris sa décision en connaissance de cause, ce qui ne peut qu'être considéré comme une nouvelle preuve d'arrogance et de mépris envers la société (...). La violation de la loi, de la constitution et des pouvoirs de l'état a été dénoncée à l'Assemblée par Sergio Ramírez, chef du groupe sandiniste. Par cette initiative, le FSLN se place à la tête de la défense de l'état de droit et de la démocratie (...).

Aujourd'hui, avant qu'il ne soit trop tard, la société nicaraguayenne doit se prononcer contre cette tendance du gouvernement. Si elle ne le fait pas, ce dernier aura créé un précédent néfaste, qui pourrait nous mettre au seuil d'une nouvelle dictature.



Francisco Mayorga

(Photo: *Crítica*)

PAYS A VENDRE "GRADUELLEMENT"

Entrevue avec Francisco Mayorga par Sergio de Castro

Managua, juin (ANN/Análisis). Francisco Mayorga a été un des plus virulents critiques de la politique économique du gouvernement sandiniste. Aujourd'hui ministre-président de la Banque centrale, il est considéré comme le père du programme économique de la coalition au pouvoir.

Son point de départ est à l'opposé de celui du gouvernement précédent : selon lui, il faut régir l'offre et non la demande. Pour cela, il compte sur plusieurs facteurs, l'aide extérieure, l'introduction d'une nouvelle monnaie, le cordoba-or, la privatisation, la discipline fiscale et la relance immédiate du secteur productif, en particulier d'agro-exportation. Pour un bon démarrage, une condition s'impose : la stabilité sociale. Les premières tensions ont commencé à se manifester avec les grèves de mai et la fermeture de certaines entreprises. Elles pourraient augmenter sans un accord entre les secteurs concernés. Les négociations avec le FMI et les créanciers du Nicaragua dépendront en large part de la réussite des premiers pas. Le périodique *Análisis* a interrogé F. Mayorga sur toutes ces questions; nous vous proposons des extraits de cette entrevue.

Sergio de Castro: Allons-nous revenir à une définition du rôle de l'Etat similaire à celle qui existait avant la révolution ?

Francisco Mayorga: Le modèle antérieur était usé ; il a été démantelé mais sans que s'établissent les bases d'une nouvelle croissance. Cependant, malgré l'inefficacité, la sous-utilisation des ressources, les gâchis, etc., nous devons reconnaître au sandinisme l'introduction de quelques changements structurels qui ont favorisé une plus grande équité.

SC: Comment allez-vous introduire le cordoba-or?

FM: Graduellement et proportionnellement à la demande, de manière à préserver sa parité avec le dollar. Cela ne sera possible que s'il y a une caution réelle à la demande d'argent, une disponibilité de devises et une relance de l'activité économique. L'autre objectif est de réduire le déficit. Premièrement, nous devons modifier le système d'imposition afin de rectifier les distorsions des prix relatifs, qui pénalisent le producteur. Deuxièmement, attendre que ces impôts s'élèvent proportionnellement à l'augmentation du volume de transactions réelles de l'économie. Troisièmement, réduire légèrement les dépenses de l'Etat en attribuant aux budgets sociaux ce qui ne sera plus consacré aux dépenses militaires.

SC: Pensez-vous maintenir le budget approuvé par l'administration précédente?

FM: Le maintenir, mais en termes réels. Le Front sandiniste comptait sur une certaine quantité de ressources extérieures et le reste était financé en monnaie ancienne. C'est là que réside en partie le problème de l'inflation. Que voulons-nous? Compter sur davantage de ressources extérieures qui nous permettent de réduire graduellement l'injection de monnaie sans caution, de monnaie ancienne. L'émission de nouveaux cordobas ne se fera que si le public est disposé à accepter leur parité avec le dollar. Nous aspirons à la discipline fiscale.

SC: *L'agriculteur recevra un prêt en cordobas anciens, qui lui sera crédité en cordobas-or. Avec ce système, le producteur perd, en recevant des cordobas dévalués dont le remboursement lui sera exigé en monnaie indexée sur le dollar et avec en plus un taux d'intérêt de 15 %.*

FM: Nous sommes dans une période de mini-dévaluations et la possibilité de perte est réduite, excepté si le producteur commet l'erreur d'immobiliser l'argent pendant quinze jours. S'il sort de l'argent le vendredi pour payer son personnel le samedi, il ne perd rien. Le fait de pouvoir recevoir des cordobas-or indexés sur les prix internationaux lui assurent une marge de bénéfice plus solide que jusqu'à présent.

SC: *Il existe certaines craintes dans le secteur industriel d'un impact négatif du cordoba-or sur les moyens de production. Ce secteur, dont les exportations ont augmenté de 140 % l'an dernier, pourrait-il se voir affecté? Prévoyez-vous des fermetures d'entreprises?*

FM: Le cordoba-or rétablira la rigueur économique: il y a des entreprises qui augmentent leurs exportations grâce à des moyens de production subventionnés. On a un coût de production d'un dollar et on exporte pour un demi dollar. C'est précisément ce système qui provoque fermetures d'entreprises et licenciements. Quelques activités vont être légèrement affectées mais en général, la production devrait être stimulée. Quand on maîtrise un processus de relance de la production et que l'on compte sur des ressources extérieures, la possibilité d'augmenter l'offre est là. Je n'ai jamais cru à la possibilité dans ce pays de comprimer l'inflation par la récession. Le gouvernement a cherché à le faire durant deux ans: il comprimait la demande, l'inflation se calmait un peu, l'offre s'effondrait et l'inflation repartait.

SC: *Envisagez-vous un transfert graduel des ressources de l'Etat aux mains du privé?*

FM: La restructuration va viser à la réduction du déficit de l'Etat, parce qu'il y a une grande quantité d'entreprises qui produisent à perte. Nous allons nous attaquer graduellement au problème des entreprises de service public. Dans les entreprises productives, il faut mettre de l'ordre et commencer à vendre les actifs des entreprises en déficit.

SC: *En quoi va consister la réforme fiscale?*

FM: L'effort va consister à abaisser les taux, très élevés du fait de l'inflation. Cet abaissement et l'indexation sur le cordoba-or se compenseront de manière à ce que se maintiennent les entrées fiscales.

SC: *A combien s'élève la dette extérieure et comment pensez-vous faire face à ce problème?*

FM: Elle était de 9 700 millions de dollars au 31 décembre. Pour éviter de continuer à être une charge pour la communauté internationale, nous devons normaliser notre relation avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine en payant notre retard dans le service de la dette qui s'élève à 300 millions de dollars.

SC: *Allez-vous renégocier cette dette avec la Banque mondiale?*

FM: Pour le moment, c'est hors de question.

SC: *Pensez-vous réactiver la zone franche (voir note)?*

FM: C'est une priorité et sans doute ce sera pour l'an prochain. Une grande quantité de capitalistes désirent investir ici. L'économie nicaraguayenne est déprimée, les possibilités de croissance sont grandes et le capital étranger le sait. C'est pour cela que nous voyons passer des quantités de missions d'investisseurs étatsuniens, japonais et autres.

SC: *Que pensez-vous faire avec les investissements réalisés par les sandinistes ces dernières années?*

FM: Tous les projets vont être revus cas par cas. Mon point de vue est que si ces projets tendent à la rentabilité, il sera intéressant pour l'Etat de les privatiser. L'Etat doit s'alléger. Une manière d'augmenter les budgets sociaux est de vendre une entreprise avec une prime et un pourcentage sur ses ventes pendant dix ans. Ainsi, il y a des fonds pour les écoles, les hôpitaux, etc.

SC: *Le ministre du Travail a proposé une concertation entre le capital et le travail. Or, jusqu'à présent, il n'y a eu de concertation qu'avec les gros producteurs. Quels seront les mécanismes utilisés?*

FM: Il y a eu également concertation avec les dirigeants syndicaux, mais elle n'a pas été couverte par la presse. Une entente entre les producteurs, les travailleurs et l'Etat sera recherchée dans les semaines qui viennent.

Note : On appelle zone franche le fait de libérer les investisseurs étrangers de toute taxe et imposition.

TENSIONS DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Par Ricardo Pino Robles

Managua, 29 juin (ANN). Les ouvriers agricoles organisés dans l'Association des travailleurs agricoles (ATC) refusent que les terres de l'Etat soient rendues à leurs anciens propriétaires, des somozistes ayant choisi l'exil après le triomphe de la Révolution. Après avoir décidé de les occuper, le syndicat menace de les distribuer si les décrets 10-90 et 11-90, qui permettent le démembrement du secteur agricole d'Etat, ne sont pas suspendus.

"Les somozistes n'ont pas le droit de récupérer leurs propriétés et le gouvernement doit revenir sur sa décision, car elle provoque un climat de violence qui pourrait aboutir à la paralysie du pays", explique Edgardo García, secrétaire général de l'ATC, qui précise qu'il est question de rendre au moins 35 000 hectares.

La plupart des terres en question sont situées sur la frange pacifique (département de León et Chinandega), les autres dans le centre du pays (départements de Chontales et Boaco) et au nord (département de Matagalpa).

Le Front national des travailleurs, qui regroupe les syndicats sandinistes dont l'ATC a dénoncé les différentes tactiques utilisées par le gouvernement pour mener à bien la privatisation. Entre autres, les mesures contre l'inflation et les distorsions de l'économie laissent les entreprises d'Etat sans liquidités et les mènent au bord de la faillite. De même, le gouvernement retarde le paiement de sa dette envers les entreprises qu'il a l'intention de privatiser et ne réalise pas d'investissements.

Dans les propriétés qui ont été juridiquement rendues aux latifundistes mais qui sont occupées par les ouvriers agricoles, les semailles n'ont pas eu lieu. Or, sur la frange pacifique, ce sont les cultures d'agro-exportation, d'importance vitale pour le pays, qui prédominent. Les ouvriers n'ont pas été payés, leur contrat a été annulé. Ce conflit social pourrait prendre des proportions importantes et devenir grave. L'attitude arrogante des grands propriétaires récemment revenus ne contribue pas au calme; selon les dirigeants syndicaux, ils ont constitué des bandes d'hommes de main chargés de chasser ceux qui occupent les normes. A d'autres endroits, ils ont recouru à la police, ce qui est considéré comme une grave provocation contre les travailleurs en lutte pour défendre les conquêtes de la révolution. Mais les ouvriers agricoles semblent très déterminés à "ne pas rendre aux anciens propriétaires un seul pouce des terres confisquées par la révolution".

Dans les bananeraies - qui emploient plus de 5 000 personnes - les dirigeants syndicaux donnent une formation juridique aux travailleurs pour mieux se préparer à défendre leurs droits. Dans ce secteur, les ouvriers sont préoccupés par la possibilité du retour de la "Standard

Fruit Company". Cette multinationale, qui refusait de satisfaire les revendications syndicales, était partie du Nicaragua en 1982.

Dans l'entreprise d'Etat Ricardo Morales Aviles (Chinandega), qui cultive le coton, le gouvernement a autorisé le louage de 1 200 hectares de la propriété, soit 17% de sa surface. Selon son administrateur, tous les latifundistes de Chinandega sont revenus et essaient de reprendre leurs terres.

Dans un communiqué publié le 26 juin, l'ATC rappelle que lors du précédent cycle agricole le secteur d'Etat a eu de meilleurs rendements que le secteur privé; elle demande la suppression des décrets permettant la restitution des terres à leurs anciens propriétaires et le financement des entreprises agricoles d'Etat. Elle avertit que si le gouvernement ne satisfait pas ces revendications, elle va procéder au découpage et à la distribution des terres aux ouvriers qui les travaillent.

Déjà, les travailleurs de l'entreprise Chiquimulapa, près de Posoltega, se sont répartis 165 hectares sur lesquels ils vont arracher le coton pour semer des grains de base. L'ancien propriétaire, qui prétend reprendre sa terre, était un lieutenant de la Garde somoziste. Il a laissé de très mauvais souvenirs. Un travailleur se rappelle comment il tirait "pour rire" sur ses ouvriers, ou comment il prenait pour cible les calebasses pleine d'eau que les femmes portaient sur leur tête.

Aujourd'hui, la tension est donc grande et l'affrontement est ouvert.

UN TORQUEMADA LEGAL?

Repris de *Crítica*

Managua, 28 mai. Humberto Belli, vice-ministre de l'Education et selon certains ministre de facto, se détache particulièrement parmi tous ceux que la présidente a désigné pour diriger l'appareil idéologique de l'Etat.

C'est le seul qu'on a pu accuser d'avoir activement travaillé contre la Révolution. En 1984, la revue mexicaine *Proceso* le désigne comme un des agents du "Plan Horse", baptisé ainsi par la CIA par allusion au cheval de Troie. Selon *Proceso*, ce plan avait pour but de boycotter les élections de 1984 et en particulier de provoquer progressivement un affrontement entre la Révolution et l'Eglise afin de permettre l'intervention des Etats-Unis; l'idée était d'influer sur les secteurs chrétiens étatsuniens pour qu'ils fassent pression sur la Conférence épiscopale étatsunienne afin qu'elle diminue ses attaques contre la politique mise en oeuvre par Reagan en Amérique centrale.



Humberto Belli

(Photo: *Crítica*)

H. Belli est signalé comme le contact entre le Cardinal Obando et l'agent de la CIA Enrique Rueda. Il avait aussi pour mission spécifique d'influer sur le mouvement charismatique.

Cet homme aux capacités reconnues est décrit par ses anciens élèves de l'Ecole de sociologie comme un personnage contradictoire et passionné. Ex-militant de gauche, ex-chercheur "marxiste" qui a travaillé sur l'histoire du Nicaragua, ex-directeur de l'Ecole de sociologie de l'Université centraméricaine (UCA), poste qui lui a été retiré sous la pression des étudiants, ex-éditorialiste de *La Prensa*, ex-directeur du Centre d'études religieuses, ex-animateur des groupes de prières des étudiants de l'UCA, ex-prédicateur de la non-violence dans les collèges religieux, admirateur de Gandhi et serviteur de l'Institut pour la religion et la démocratie, dont les liens avec la contra sont absolument incontestables, celui qui est l'homme de confiance du Cardinal Obando présente une personnalité versatile capable de défendre avec passion tour à tour des idées et des causes absolument contradictoires. Il est un des pivots du projet de restructuration idéologique qu'ont en commun la hiérarchie catholique et les Yuppies au pouvoir. A cause de son fanatisme et de son esprit messianique, c'est un bon candidat au rôle de Torquemada de l'administration Chamorro.

PREMIERS CHANGEMENTS DANS L'ENSEIGNEMENT

Managua, 28 mai (ANN). Il y a plusieurs semaines, l'annonce du changement des livres scolaires et des programmes dans le primaire avait provoqué de fortes réactions, d'autant plus que le ministère de l'Education se proposait d'adopter des manuels de l'Agence pour le développement international (AID).

Après une période de flou entretenue par des déclarations contradictoires, des décisions ont été prises pour le second semestre :

- le livre de lecture *Los Carlitos* sera modifié mais maintenu en première année de primaire, et supprimé en deuxième et troisième années où ils seront remplacés par des livres d'autres pays latino-américains dont le choix n'a pas encore été fait
- le cours de sociologie sera remplacé par "Morale et démocratie"

Pour l'année scolaire 1991, qui commence en mars, le vice-ministre a annoncé de grands changements dans les manuels et les programmes, tout en précisant que les enseignants et les parents seront consultés. Une autre méthode d'apprentissage de la lecture pourrait être adoptée et les écoles privées, dont l'immense majorité sont confessionnelles, pourraient être autorisées à choisir les manuels qui leur conviennent. Autre mesure : le ministère va procéder à une consultation nationale sur les objectifs de l'éducation semblable à celle effectuée en 81 par le gouvernement sandiniste mais "plus démocratique", puisque les secteurs chrétiens y seront appelés ainsi que les parents d'élèves qui seront ceux qui auront le plus de poids, selon H. Belli.

L'AMERIQUE CENTRALE, APRES

Par Pedro Casaldáliga, repris de *El Nuevo Diario*

Managua, 20 juin (ANN / *El Nuevo Diario*). Ce texte, publié dans le supplément culturel du quotidien "*El Nuevo Diario*", a été écrit par l'évêque brésilien Pedro Casaldáliga, lors de son cinquième voyage en Amérique centrale. Nous vous proposons aujourd'hui un extrait de ses réflexions sur le Panama et le Honduras.

"Après l'invasion du Panama. Après le novembre sanglant au Salvador. Après la pérestroïka, aussi. L'Amérique centrale vit un certain "après". Cette chronique pourrait tout aussi bien s'intituler "Amérique centrale, l'espoir nu", ou "L'Amérique centrale en carême".

PANAMA OCCUPE

A l'aéroport de Sao Paulo, en attendant l'avion pour le

Panama, je demande à une dame, à l'aspect plutôt bourgeois, si elle est panaméenne. Elle me dit oui.

- Vous retournez donc chez vous?

- Chez moi? Je retourne plutôt en enfer! (Au Panama, tous les démons se sont rejoints, écrivait Neruda dans le Canto General).

Le Panama est, de fait, un pays envahi, occupé, utilisé, humilié. "Le Panama victime de la doctrine Rambo", "La loi de la jungle ou le retour démocratique à la Colonie"...Le lieutenant général Colin Powell, chef du commandement conjoint des Forces armées étatsuniennes, se glorifiait cyniquement peu après l'invasion: "Aujourd'hui nous avons accroché sur la porte de la Maison Blanche un écriteau qui dit : nous sommes et nous continuerons à être une super-puissance". Sous le couvert de la nuit, grâce à des armes nouvelles et sophistiquées, l'Empire a fait 3 000 morts, selon les agences internationales de presse. (...) La guerre de faible intensité a fait place à la guerre totale. Et pour la plus grande honte de notre sang latino-américain, l'Empire a envoyé presque exclusivement des soldats latinos, un vrai coup contre la Grande Patrie.

Il n'a pas manqué de panaméens pour saluer comme une libération l'intervention des Etats-Unis.(...) Mais il y a des panaméens authentiques qui redonnent vie aux braises populaires, dans cette conjoncture atone, et les meilleures forces du pays s'unissent aujourd'hui plus lucidement. Le Panama a désormais une chance historique de se sentir finalement centraméricain et solidaire de lui-même dans notre Amérique.

La Pastorale indigène et la Pastorale noire sont une belle expression de cette vigueur. Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, ces Pastorales réservent de bonnes surprises à l'Eglise et au monde. Le 11 novembre dernier, les indigènes Ngobe, Kuna, Enbera et Naso ont publié un manifeste qui dénonce et propose : "Le projet indien, le rêve indien, la nouvelle société que les indiens veulent construire". Ils y revendiquent leur identité culturelle et religieuse, leurs territoires, l'autodétermination, une évangélisation révolutionnairement aculturée. Il est évident que la nouvelle évangélisation ne pourra négliger ces revendications.

Sur la porte du local du mouvement indigène, une pancarte : "Nous avons presque tout perdu. Maintenant, perdons la peur". A Kuna-Negra, j'ai vu les indigènes construire leur village en forme de *mutirao* communautaire, pour vivre hors de la ville qui les disperse et pour se sentir un peuple autonome.

Dans le centre du Diocèse missionnaire de Colón, nous avons organisé une retraite spirituelle. Non pour nous isoler sur un Mont de Tranquillité ni pour fuir la Jérusalem occupée, où la croix continue à nous attendre...mais pour assimiler cette heure pascale du Panama. Pour célébrer la Pâque, vers laquelle nous allons toujours. Pour

approfondir l'engagement chrétien de laïcs, de religieuses et de prêtres en relation avec d'autres forces du mouvement populaire panaméen. Le dimanche, nous avons clos cette retraite par une matinée à laquelle ont participé beaucoup d'autres camarades et par une intense eucharistie centraméricaine. Le triomphe, disions-nous, n'est pas pour nous; mais l'échec non plus. Notre spiritualité doit être, aujourd'hui plus que jamais, contemplative, politique et ecclésiale.

LE HONDURAS NEO-LIBERAL

En allant au Honduras, j'ai fait escale à San Salvador où nous avons changé d'avion. J'ai rencontré l'évêque luthérien Medardo Gómez, sérieusement menacé l'an dernier dans sa patrie salvadorienne. Il a tellement changé que je ne le reconnais pas. Tandis que nous nous saluons, un fonctionnaire de l'aéroport annonce nerveusement : "On vient de nous informer que les compagnies TACA, PAN-AM et Continental ont reçu des menaces (Medardo et moi nous devons prendre TACA). Les vols se feront aux risques des passagers. Les Forces salvadoriennes n'offrent pas leur protection".

En effet, les hélicoptères survolent la ligne d'horizon. Qui protègent-ils, je n'en sais rien. Ce qui est sûr, c'est que grâce au risque couru en commun, un climat d'amitié et de solidarité s'installe entre les passagers. Nous arrivons au Honduras en plein milieu de la grève des fonctionnaires, y compris ceux de l'aéroport et nous partons sans nos valises(...) après huit ans d'une administration libérale en échec, le Honduras étrenne un gouvernement néo-libéral et un paquet de mesures autoritaires de type FMI décrétées par le nouveau président Rafael Callejas (...). Ce nouveau gouvernement est un projet de l'entreprise privée et des néo-libéraux yankees qui ont des visées exportatrices. Le Honduras continue d'être la dernière république bananière typique. Malgré ses richesses, il est parmi les quatre pays les plus pauvres du continent, selon le CEPAL (Comité économique pour l'Amérique latine). Un million et demi de honduriens sont encore analphabètes (près de 40% de la population, NDT) : entre 10 et 20% de la population urbaine et entre 60 et 80% de la population rurale. Un tiers du budget de la nation est destiné à la défense, un autre à la dette extérieure, 20% à la bureaucratie et les 10% restant aux investissements sociaux.

Les Etats-Unis ont perfectionné le rôle géo-politique assigné au Honduras, ce qui justifie présence militaire étatsunienne et ingérence dans le mouvement syndical. La violation des droits de l'homme est permanente.

Mais l'Alliance populaire unifiée a surgi. Fruit de nombreuses tentatives, d'échecs, d'héroïsme et de sang, elle annonce peut-être un authentique Mouvement populaire. Un phénomène prometteur qui apparaît dans d'autres pays latino-américains, après des décennies de soulèvements et de répression, de gauches divisées et de

populisme menteur, et qui pourrait permettre la construction d'un projet alternatif populaire pour le continent.

Les différents organisations populaires honduriennes présentent des revendications communes :

- condamnation de l'intervention étrangère et de la politique du FMI
- départ des troupes étatsuniennes et de la contra
- respect des droits de l'homme et de la liberté syndicale
- réforme agraire et réforme du droit du travail
- réduction du budget et du pouvoir de l'armée

Nous nous sommes réunis avec des prêtres et des religieuses, dans le centre Claret Miramar de La Ceiba (...). Nous avons pris comme guide le programme du martyr Ellacuría (un des six jésuites assassinés au Salvador, NDT):

- prendre en charge la réalité
- charger la réalité
- se charger de la réalité

Au Honduras des directions syndicales parallèles sont très officiellement créées pour décapiter le syndicalisme authentique. On stimule la solidarité entre patrons et ouvriers. On transforme l'armée en chien de garde du projet néo-libéral imposé au peuple. Et, grâce à la manipulation politique et religieuse, on tente de castrer toute réaction populaire efficace, tandis que les problèmes vitaux s'aggravent.

A propos des droits de l'homme, nous disions qu'on devrait insister davantage sur les essentiels droits au logement, à la santé, à l'éducation, à la terre, au travail, à la liberté. Insensiblement, ou sous l'effet de l'urgence, s'est installé une espèce de consensus universel pour considérer seulement comme relevant des droits de l'homme les situations extrêmes de tortures, de disparition. Comme si une vie normale n'était pas pour tous les hommes et toutes les femmes le premier droit inaliénable!

La contra était très présente durant cette période. Son avenir se discutait avec beaucoup d'ambiguïté dans les cercles politiques honduriens et surtout aux Etats-unis. Je continue à penser que la politique étatsunienne, de même que l'armée salvadorienne et guatémaltèque et peut-être l'aile la plus brutale du gouvernement nicaraguayen peuvent être intéressés par une armée de mercenaires prêts à tout, comme réserve anti-sandiniste, anti-révolutionnaire.

"Quelques graines sur le point d'éclorre doivent attendre un peu car elles sont sous une botte" (poème hondurien). Le Honduras aussi, qui est nôtre en silence, devient plus centraméricain et, en se libérant, il apportera à la région sa contribution spécifique. Cela malgré les néo-libéralismes si peu libérateurs.

EN BREF

CONTRA . La guerre est officiellement terminée depuis le 27 juin. La presque totalité des troupes - 19 000 mouchachos, comme les appelle la présidente - ont rendus leurs armes. Au cours d'une nouvelle cérémonie officielle qui a eu lieu à San Pedro Lovago (Vème région), le chef d'état major Franklin a remis son fusil à Violeta Chamorro qui a promis de le ranger dans son musée personnel. Le responsable des casques bleus a cependant reconnu que 50% des armes rendues n'étaient pas en bon état, 30% étaient "acceptables" et 20% en bon état. Il considère que ce n'est pas le rôle des forces de l'ONU de chercher si d'autres ont été cachées. Il n'a reçu que très peu d'armement lourd, qui selon lui est resté au Honduras. 104 missiles ont été remis, mais beaucoup d'observateurs estiment que la contra en a reçu bien davantage. Le numéro 2 de la contra, Rubén, a reconnu auprès de la presse présente les mérites du Cardinal Obando : "Quand nous étions dans la nuit, il était là pour nous apporter la lumière et nous encourager à continuer la lutte". Quant aux séquestrés, Violeta Chamorro, s'adressant à leurs mères et à leurs familles, a conseillé : "Ayez la foi, car la mort est telle que quand Dieu le décide, de toute façon on meurt. Ce qu'il faut maintenant, c'est avoir foi en Dieu. Avoir foi en nos êtres chéris qui ont disparu pour que la vie se poursuive au Nicaragua sans haine et sans rancœur."

VERS LA GREVE GENERALE . Le Front national des travailleurs (FNT), regroupement des syndicats sandinistes, a lancé une grève échelonnée pour aboutir à la grève générale. C'est le textile et la construction, les secteurs les plus menacés, qui ont les premiers arrêté le travail, suivis de la chimie et des travailleurs du sucre. Cette action répond à la décision unilatérale du gouvernement de suspendre les négociations en cours et de nier au FNT le droit de négocier les politiques économiques du gouvernement. Les revendications portent entre autres sur le financement de la relance industrielle, le paiement de la dette de l'Etat envers les entreprises nationalisées, un salaire minimum équivalent à 200 dollars, l'augmentation des salaires de la police et de l'armée, le maintien de la loi sur le Service civil, le reclassement des fonctionnaires, l'augmentation du budget de la justice, la gratuité du transport pour les enseignants, les élèves et les étudiants, la réintégration des travailleurs licenciés dans les entreprises nationalisées et les ministères (2000 personnes). Une partie de ces revendications avaient déjà fait l'objet d'un accord que le gouvernement n'a pas respecté. Le FNT estime que la rupture des négociations a pour but de laisser au gouvernement les mains libres pour appli-

quer des mesures anti-populaires et pour licencier 12 000 personnes supplémentaires. Un haut fonctionnaire a en effet confirmé que la réussite du plan Mayorga passe par une restructuration entraînant le licenciement de 40% des fonctionnaires et employés de l'Etat. Le ministre du Travail, Francisco Rosales, a estimé que la grève était illégale et s'est montré disposé à négocier avec les syndicats de chaque entreprise, qui ont refusé en expliquant qu'ils ont désigné le FNT comme leur représentant. Affaire à suivre.

LA JUSTICE EST EN DANGER après une coupe de 60% du budget qui lui était assigné pour 1990. Les magistrats, privés du minimum de matériel nécessaire pour travailler, ont été obligés de lancer un appel à la population : plus d'essence pour les véhicules, les machines à écrire en panne ne sont pas réparées, même le papier manque.

SANCTION . L'Organisation internationale du travail (OIT) a décidé de sanctionner le gouvernement nicaraguayen, après avoir entendu la dénonciation par le Front national des travailleurs (FNT) des cas répétés de violation du droit du travail. Le gouvernement est exclu du Conseil d'administration de l'OIT dont il était membre depuis 1984 et une commission de l'OIT viendra enquêter au Nicaragua dans les semaines qui viennent.

SANS PREUVE . Après avoir lancé à travers les médias une campagne d'accusations contre l'Armée populaire sandiniste, basée sur la découverte d'un soi-disant cimetière clandestin dans la région de Wiwilí, sur la colline de Mokorón, les représentants de l'UNO de cette région se sont rétractés devant la police en admettant qu'ils ne disposaient d'aucune preuve. Selon l'expertise médicale, les sept corps retrouvés auraient été enterrés il y a environ huit ans, c'est-à-dire à un moment où l'armée n'avait pas encore sa base dans la région. Cette campagne coïncide bizarrement dans le temps avec celle des familles des séquestrés qui réclament toujours en vain des nouvelles de leurs proches enlevés par la contra.

SYMBOLES GENANTS . Ce sont ceux du FSLN qui hérissent la sensibilité du nouveau maire somoziste de Managua, A. Alemán. Au lieu d'utiliser les fonds publics à la réparation des fossés d'écoulement d'eau ou des chaussées, il est parti en croisade contre les symboles sandinistes : après avoir ordonné l'arrêt de la livraison du gaz qui alimentait en permanence la flamme du mausolée de Carlos Fonseca, il a fait effacer le sigle géant du FSLN inscrit sur la colline de Motastepe, à l'ouest de la

capitale, et l'a fait réduire à trois lettres : FIN. Soi-disant pour "célébrer la fin de la guerre". Qui le croira?

BALLON D'ESSAI ? Une des lignes de bus urbains a "perdu" la majorité de ses véhicules. Les dirigeants syndicaux accusent le responsable de la ligne, qui est en même temps membre d'un syndicat pro-gouvernemental, d'avoir le projet de récupérer les bus pour privatiser la ligne. D'autre part, le prix des transports qui était auparavant symbolique, est soumis à des hausses quotidiennes qui transforment l'utilisation des bus en luxe pour beaucoup d'habitants de la capitale.

MINES . Des multinationales, telle la Rosario Resources, à capitaux étatsuniens, qui exploitaient les mines nicaraguayennes jusqu'à leur nationalisation en 1979, ont rendu visite au gouvernement afin de discuter d'une éventuelle reprise de leurs activités dans le pays. La position officielle du gouvernement n'est pas encore connue.

REPLIEGUE . "Lorsque nous nous sommes mis en marche, le 28 juin au soir, il tombait une petite pluie qui s'est vite transformée en averse violente. Un kilomètre après l'autre, nous aidant les uns les autres, nous nous sommes approchés du but, avec la tension, la faim, le sommeil, la crainte d'être attaqués sans pouvoir nous défendre, mus seulement par notre instinct de survie, notre moral, notre conscience, cramponnés à l'espoir d'atteindre Masaya, coûte que coûte". Le 11ème *Repliegue*, auquel 25 000 sandinistes de la capitale ont participé le 30 juin 90, ne présentait pas les dangers encourus pendant cette nuit de juin 79 que raconte le Commandant Carlos Nuñez, alors que la population de Managua réalisait, en pleine répression somoziste un repli tactique vers Masaya. Mais la combativité et le moral étaient intacts. "Notre consigne est restée la même, s'est écrié Daniel Ortega qui a pris la tête de la marche : Mort au somozisme!".

SOMMET MOROSE . Le seul évènement marquant du sommet des présidents qui s'est tenu au Guatemala les 16, 17 et 18 juin a été la visite du Secrétaire d'Etat états-unien James Baker, porteur d'une "proposition d'appui au développement économique et à la démocratie dans la région". La recette est identique à celle qui a été proposée aux pays de l'Est : aide des Etats-Unis, de la CEE et du Japon ; intervention du FMI, de la Banque mondiale, de l'OEA et de la Banque interaméricaine. Le thème économique était au centre de cette rencontre mais certains aspects politiques, telle que la démilitarisation, ont été abordés : seul le Nicaragua est arrivé avec un plan de réduction de son armée. Il y a fort à parier que le repré-

sentant des Etats-Unis n'aura guère rencontré de contradictions avec son "arrière-cour", enfin débarrassée de sa brébis galeuse. La prochaine réunion devrait se tenir fin 90 au Costa Rica.

SALVADOR . Les négociations entre le FMLN et le gouvernement salvadorien se sont terminées le 25 juin sans qu'un accord ait été trouvé. Il semble que le vote récent par le Congrès étatsunien d'une aide militaire de 143 millions de dollars ait encouragé le président Cristiani à durcir ses positions et à rejeter avec force la proposition de la guérilla d'une épuration de l'armée, qu'il ne consent qu'à "moderniser et restructurer". Le dirigeant de la guérilla Shafick Handal a accusé le gouvernement des Etats-Unis de jeter de l'huile sur le feu et d'être responsable d'une éventuelle aggravation du conflit armé. Pour le FMLN, aucun cessez-le-feu n'est envisageable avant une démocratisation de la société. Un prochain rendez-vous a été fixé pour le 20 juillet. Les journées qui ont suivi cet échec des négociations ont été marquées par une recrudescence des affrontements militaires et de nombreuses pertes du côté de l'armée. Selon ses propres sources d'information, au cours de combats qui ont eu lieu dans la banlieue de San Salvador. Durant la semaine, l'archevêque Rivera y Damas a été menacé de mort.

ENVOI D'ARMES AU FMLN . Le gouvernement nicaraguayen a démenti une information publiée par le New York Times selon laquelle l'armée nicaraguayenne enverrait des armes au FMLN. D'après le quotidien, la pré-

sidente Chamorro aurait reconnu les faits lors de sa rencontre avec le secrétaire d'Etat James Baker. Le ministre de l'information, Danilo Lacayo, a déclaré que Violeta Chamorro n'avait rien dit de tel.

PRIVATISATIONS . Ramiro Guardián, un des représentants de l'aile dure du patronat et co-directeur de la Corporation nicaraguayenne de bananes (BANANIC) a annoncé que celle-ci pourrait faire partie des premières privatisées.

Chères lectrices, chers lecteurs

Des problèmes avec notre partenaire NotiNic à Managua ont empêché l'apparition du bulletin hebdomadaire la semaine dernière. Notre team à Managua, qui continue à vous fournir de la contre-information directement du Nicaragua, est en train de rétablir des canaux de transmission. Nous vous informerons sur la situation actuelle de manière plus détaillée dans un des prochains numéros et vous remercions de votre compréhension.

J4/FP
8034 Zürich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédaction et traduction à Managua: Michèle
Faure, Frédérique Perrin. Rédactrice responsable à Zurich:
Elisa Moos. Coordinateur: Martin Muheim.

Téléphone: 01/382'04'66.

Telex: (45) 817'585'158 com ch.

Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités
de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF
1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous
pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du
numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur
l'étiquette d'envoi.